

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N° 765 - MAI 2024

FAMILLES

BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ

INNOVER

DES « VILLAGES » POUR
LA SOLIDARITÉ

DÉBATTRE

QUELLES SOLUTIONS DE MOBILITÉ
DURABLE EN ZONE RURALE ?



Secours
Catholique
Caritas France



ELodie PERRIOT / SCSF

ÉDITORIAL

CONTRE LA PAUVRETÉ À PERPÉTUITÉ

PAR **AURÉLIE MERCIER**, CHARGÉE DE PROJETS AU DÉPARTEMENT SOLIDARITÉS FAMILIALES DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE.

“

CETTE TRANSMISSION
DE LA PAUVRETÉ
S'EXPLIQUE POUR UNE
GRANDE PARTIE PAR
LES INÉGALITÉS D'ACCÈS
À L'ÉDUCATION.

”

La perpétuation de la pauvreté de génération en génération connue par nombre de familles est une réalité complexe et souvent négligée dans de nombreux contextes sociaux et politiques. Elle soulève de profondes questions sur l'équité, la justice sociale et les opportunités possibles pour chaque individu, quel que soit le milieu dans lequel il est né.

Cette transmission de la pauvreté s'explique pour une grande partie par les inégalités d'accès à l'éducation. Les enfants issus de familles défavorisées ont souvent moins de chances d'accéder à une éducation de qualité en raison de contraintes financières ou des ressources insuffisantes de leur environnement. Cette lacune éducative limite leurs opportunités futures et perpétue le cycle de la pauvreté.

Mais, les conditions de vie précaires dans lesquelles les familles sont souvent piégées jouent également. Notamment par les conséquences néfastes qu'elles peuvent avoir sur la santé physique et mentale des enfants, compromettant leur développement socio-émotionnel et leurs perspectives d'avenir. Difficile de ne pas souligner ici, la responsabilité des politiques publiques et des structures institutionnelles dans la perpétuation de cette pauvreté au fil des générations. Les carences dans les systèmes de protection sociale, les services de santé inadaptés et le déficit de logements abordables créent des obstacles supplémentaires pour ces familles, diminuant ainsi leurs chances d'améliorer leur situation économique.

Pour briser ce cycle de pauvreté qui se perpétue de générations en générations, il nous faut sortir des discours stigmatisants et vains sur la responsabilité de parents soi-disant "défaillants". Des mesures politiques audacieuses et des interventions sociales stratégiques doivent être mises en oeuvre. Cela signifie notamment des investissements dans l'éducation précoce, l'accès équitable à des emplois décents, le renforcement des filets de sécurité sociale et la lutte contre les discriminations structurelles qui alimentent les inégalités. Mais surtout, une reconnaissance de la diversité des situations de pauvreté est essentielle pour élaborer des solutions efficaces et inclusives.

La lutte contre la reproduction de la pauvreté de génération en génération nécessite une approche holistique et multidimensionnelle, qui engage non seulement les gouvernements et les institutions, mais aussi la société dans son ensemble. En investissant dans le potentiel de chaque individu, en promouvant l'équité et en développant des solutions durables et inclusives, nous pouvons travailler ensemble pour briser les chaînes de la pauvreté et construire un avenir plus juste et plus fraternel pour tous. ■

ENQUÊTE

BRISER LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ

PAR **BENJAMIN SÈZE**

En France, dans beaucoup de familles, dans de nombreux quartiers, on ne "devient" pas pauvre, on "reste" pauvre. Et ce de génération en génération. Cette réalité ne doit pas occulter le phénomène de basculement dans la précarité que vivent de nombreux ménages du fait d'un manque de réel filet de sécurité ou à cause de choix économiques et politiques qui précarisent de plus en plus les parcours de vie. Néanmoins cette difficulté de toute une part de la population française à s'extraire de la pauvreté nécessite une réflexion politique majeure. Parce qu'elle trouve sa source dans les multiples inégalités et discriminations qui traversent et parfois régissent notre société : de l'accès à l'éducation à celui au travail, en passant par la santé, l'alimentation, le logement, la culture et les vacances. Et aussi parce que ce déterminisme social tue l'espoir. Comment rompre ce cercle vicieux ?

COMPRENDRE



Ouahiba
et ses enfants
à Paris (Lire son
témoignage p.19).



▲ À Grenoble, Inès élève seule ses deux fils Amir et Adam.

« **M**on objectif, c'était l'élévation sociale, je ne voulais pas vivre les mêmes galères que mes parents. » Dans son appartement d'un tout nouveau quartier de Longjumeau, dans l'Essonne, Sébastien Daniel, 29 ans et *project manager officer* dans le secteur industriel, revient sur son enfance passée dans le quartier pauvre du Champtier-du-Coq, à Évry. « J'ai grandi dans un milieu très populaire. Mon père était jardinier, et ma mère, avec qui j'ai principalement vécu, était femme au foyer. » De cette précarité qui a empreint sa jeunesse, Sébastien a fait une force. « J'ai la dalle et je suis débrouillard », assure-t-il, fier de son parcours. Le jeune Essonnien voit bien qu'il est une exception. Notamment lorsqu'il retourne au Champtier-du-Coq voir sa mère et ses petits frères et sœurs : « Dans le quartier, beaucoup de personnes de mon âge sont dans la même situation de précarité que leurs parents. »

En France, il faudrait, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), six générations en moyenne pour qu'un enfant issu d'une famille en bas de l'échelle des revenus arrive au milieu de celle-ci¹. Et selon une étude menée auprès de jeunes adultes en 2019, 31 % des enfants issus de familles pauvres faisaient partie, à presque 30 ans, des 20 % les plus pauvres de leur génération². L'économiste Mickaël Sicsic, auteur de cette enquête, parle de « plancher collant » et relève que l'immobilisme social est plus répandu au sein des familles situées en bas de l'échelle des revenus.

“
LA SOCIÉTÉ DES ANNÉES 1960-1970 AVAIT SU ÉLABORER UNE CROYANCE DANS L'AVENIR.
”

Le sociologue Nicolas Duvoux, auteur d'un récent ouvrage intitulé *L'avenir confisqué* (Puf, 2023), compare le contexte actuel avec celui des années 1960-1970. « Le taux de pauvreté était alors beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui, les conditions matérielles d'existence étaient beaucoup plus dégradées, rappelle-t-il. Et pourtant, c'était une société qui avait su élaborer et diffuser largement une croyance dans l'avenir. Les individus

pouvaient affronter des conditions difficiles parce qu'il y avait des mécanismes de projection³. » Ce ne serait plus le cas aujourd'hui.

Un investissement social

En octobre 2018, le président de la République Emmanuel Macron lançait la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. « *C'était la première fois depuis longtemps qu'au sommet de l'État on prétendait lutter à la fois contre la pauvreté et contre sa reproduction* », se souvient Olivier Noblecourt, à l'époque délégué interministériel à la Prévention et à la lutte contre la pauvreté. Il cite par exemple des mesures d'incitation à la mixité sociale dans les crèches et d'ouverture de crèches dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. « *C'était un changement de vision dans l'accueil du jeune enfant. Le but n'était plus uniquement de permettre l'activité professionnelle des parents, explique-t-il, mais aussi de favoriser le développement de l'enfant, d'où l'ouverture de places aux enfants de parents inactifs.* »

Entre 0 et 3 ans, à cet âge charnière où s'acquièrent les bases cognitives, où se développent les dispositions relationnelles et se construit l'équilibre émotionnel, les spécialistes préconisent en effet les modes de garde collectifs pour le bon développement de l'enfant. Un choix qui peut être déterminant dans le rapport au langage, aux apprentissages et aux institutions scolaires.

Une deuxième mesure phare lancée en 2018 fut l'obligation faite aux pouvoirs publics de proposer une formation aux jeunes de 16 à 18 ans déscolarisés.

Qu'en est-il aujourd'hui ? « *L'intention politique n'a pas été suffisamment suivie d'effets, regrette Olivier Noblecourt. Même si l'obligation de formation est mise en œuvre, j'ai du mal à mesurer les moyens qui y sont alloués aujourd'hui. Et j'entends moins l'ambition sociale de faire des crèches pour les enfants vulnérables.* »

« *Les politiques d'investissement social sont relativement limitées en France* », déclare Bruno Palier, directeur de recherche du CNRS à Sciences Po. « *Lutter contre les inégalités supposerait effectivement l'accès de tous aux crèches, de même que l'école de la réussite pour tous, un soutien* » »



TÉMOIGNAGE

« MES PARENTS N'AVAIENT PAS LES ARMES »

Audrey, 33 ans, directrice des ressources humaines dans une PME (Juvisy).

De 7 à 15 ans, par le biais du Secours Catholique, je me suis rendue dans une famille de vacances en Loire-Atlantique. Je pense que c'est grâce à elle si j'en suis là aujourd'hui. J'ai grandi à Évry, dans l'Essonne, dans une famille modeste. Mes parents n'avaient pas les facultés pour nous donner, à mon frère et moi, un cadre, des repères. Ma mère était malade, dépassée par le fait de devoir nous éduquer, mon père était distant. Ils n'avaient pas les armes non plus pour nous pousser à nous en sortir. Il y avait chez eux une peur de l'échec qui les paralysait et les empêchait de nous encourager à prendre des risques. Heureusement, j'ai rencontré d'autres personnes, des amis qui ont grandi dans un autre environnement familial que le mien, plus sain et structuré, qui ont vu mon potentiel et m'ont poussée à accomplir mes rêves.

Pourquoi pas moi ?

En les écoutant, eux et ma famille de vacances, je me suis dit : « *Ils y sont arrivés, pourquoi pas moi ?* » Avec ma famille de vacances, j'ai notamment appris le comportement qu'il fallait avoir à l'école, et aussi à relativiser mes échecs. Ils me disaient : « *Ce n'est pas parce que tu as tenté et échoué que tu ne peux pas continuer et réussir.* » Ça m'a permis de prendre confiance en moi. Si je ne les avais pas rencontrés, j'aurais fait pareil que ces gamins qui abandonnent l'école à 16 ans. Les professeurs ne peuvent pas tout faire, déjà ils enseignent. Mais l'enseignement seul ne sert à rien si derrière on n'a pas envie d'apprendre, si on n'est pas poussé, si on n'a pas confiance en soi. On se replie et on attend que ça passe. Et à 16 ans, on prend le premier job et voilà. Un enfant, on peut lui apprendre plein de choses, il est loin d'être bête, mais il faut lui expliquer quel est l'intérêt pour lui. Pendant trois ans, j'ai été suivie par une assistante sociale, c'est la seule qui m'écoutait hormis ma famille d'accueil. Elle aurait pu et voulu m'apporter plus de soutien, mais elle n'avait tout simplement pas les moyens matériels ni la disponibilité nécessaires. Elle était débordée. Il faudrait beaucoup plus d'assistantes sociales. Ça ferait du bien aux parents, aux instituteurs et aux enfants. ■

COMPRENDRE



XAVIER SCHWIEBEL / SCOF

▲ Sébastien Daniel, aujourd'hui cadre dans le secteur industriel, a grandi dans un quartier pauvre d'Évry (Essone).

» inconditionnel aux jeunes, une politique de conciliation qui ne retire pas les femmes du marché du travail, une politique de formation pour tous, y compris les adultes et notamment les moins formés. » Dans un « diagnostic » publié en octobre, France stratégie, une institution autonome placée auprès du Premier ministre, recense les dispositifs étatiques concernant de près ou de loin la mobilité sociale des jeunes. La plupart visent à améliorer les performances scolaires, notamment des jeunes d'origine modeste, ou

à favoriser l'insertion professionnelle. « Avec une cinquantaine de dispositifs, l'action publique paraît largement dispersée, fondée sur une approche surtout curative, avec des moyens globalement limités », indique Bénédicte Galtier, du département Société et politiques sociales de France stratégie. Ce constat suggère « d'interroger plus structurellement les racines de l'inégalité des chances, comme la ségrégation scolaire ou la pauvreté des familles, qui dépassent pour partie le champ de l'éducation ».

Le rôle de l'école

La place prépondérante aujourd'hui en France de la scolarité et du niveau de diplôme dans la réussite professionnelle et sociale est largement documentée. Tout comme le rôle ambivalent du système éducatif, principal vecteur d'ascension sociale pour les enfants de familles pauvres, « qui suscite des aspirations que, en même temps, il empêche de réaliser » du fait de son élitisme, observe Nicolas Duvoux. Près des deux tiers des élèves d'origine favorisée poursuivent dans l'enseignement supérieur, contre seulement un quart des élèves d'origine modeste. De son expérience, Sébastien Daniel retient les écarts de niveau et de moyens entre les établissements, les exigences à la baisse et

FOCUS

LES GRANDES DIFFICULTÉS DES JEUNES VULNÉRABLES

Un quart des personnes sans abri nées en France sont d'anciens enfants accueillis par l'aide sociale à l'enfance (Ase), un chiffre qui atteint 40 % s'agissant des jeunes de moins de 25 ans. Et près d'un jeune sur deux (45 %) sorti de prise en charge à 18-19 ans n'est ni en études, ni en emploi ou en formation (Neet). C'est sur la base de ce constat sans appel que le collectif Cause majeur ! alerte sur le défaut d'accompagnement

public des jeunes majeurs sortis de l'Ase. Régis Bergeron, qui travaille au contact de ce public à Dijon, dans le cadre du dispositif "Touline" d'Apprentis d'Auteuil, observe souvent des comportements inadaptés socialement, « du fait d'un manque de codes notamment », et des « croyances limitantes de ces jeunes dans leurs propres capacités et dans celle des institutions à les aider. La majeure partie de notre action, déclare-t-il, va être de les informer, de restaurer

un lien de confiance rompu avec le monde social et de leur faire prendre conscience qu'un choix est possible pour leur avenir ». Charlotte Jaudeau et Laszlo Sas, du dispositif "Boost" d'Apprentis d'Auteuil à Perpignan, racontent se retrouver souvent à devoir « réparer » des jeunes en proie « à une perte de morale, de capacité à se mobiliser et de confiance en eux ». Face à cela, il n'y a pas de recette miracle, disent-ils, « sinon de considérer chaque jeune un par un ». ■

le manque de croyance de certains enseignants dans les capacités de réussite des plus pauvres, la tendance, à notes égales, à vouloir orienter les élèves issus de milieux populaires vers des filières professionnelles plutôt que vers l'enseignement général.

« À l'école, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne, a pu constater le jeune homme, souvent, quand tu viens d'une famille précaire, une différence par rapport aux autres s'opère dès le départ. D'abord avec tes parents qui manquent de connaissances et d'informations pour t'aider et te guider. »

Un capital culturel

Le manque de capital culturel, relationnel et informationnel des parents contribue à perpétuer la précarité de génération en génération.

« On sait que des éléments comme le niveau de diplôme des parents, qui peut induire leur capacité à aider et à informer leurs enfants, a une influence importante sur les parcours scolaires », explique Johanna Barasz, du département Société et politiques sociales de France stratégie. Elle nuance toutefois : « Le faible capital culturel des parents peut parfois être compensé par un investissement éducatif qui n'est pas directement scolaire mais qui peut avoir des effets très importants sur la scolarité de leur enfant. Il n'y a pas de déterminisme absolu. » Ce qui a "sauvé" Sébastien Daniel ? Sûrement sa volonté farouche de s'en sortir. « Dès l'âge de 8 ans, je savais ce que je voulais faire : architecte. Ça m'a guidé. » Un objectif qui a été moteur dans son parcours, même s'il ne l'a finalement pas atteint.

Inès, elle, raconte avoir été rattrapée, étudiante, par le poids de ses origines sociales. Cette Grenobloise issue d'un milieu modeste est aujourd'hui accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH) dans une école primaire et à temps partiel. Alors qu'elle était parvenue à obtenir une licence en histoire de l'art, elle a interrompu ses études. Financièrement, c'était devenu difficile de continuer. Par ailleurs, « il fallait trouver un stage et j'ai fait un blocage, confie-t-elle. Je ne savais pas à quelle porte frapper et je n'osais pas contacter les personnes ». La jeune femme de 34 ans voit un lien avec son éducation « à la dure ». « Mes parents étaient foca- »



TÉMOIGNAGE

« JE N'HÉSITE PAS À CHERCHER DU SOUTIEN »

Ouahiba, mère seule de cinq enfants et allocataire du RSA (Paris)

Je ne veux pas bloquer mes enfants en leur disant : « Ça, ce n'est pas pour toi. » J'estime devoir me battre pour leur tracer le chemin, afin qu'ils aient une meilleure situation que la mienne. Je les pousse à travailler en classe, c'est la base de tout. Je leur dis qu'ils sont capables, qu'ils vont réussir. Lorsqu'ils sont en difficulté, je les inscris au soutien scolaire proposé à l'école ou par une association du quartier. Il m'arrive aussi de leur payer des cours privés, comme pour mon fils Yazid qui l'année dernière, en quatrième, avait du mal en maths et en français. Ça coûte un peu cher, mais je m'arrange en faisant des économies ailleurs. Ma fille aînée, Mariame, doit passer le bac en juin. Ensuite, elle veut faire des études de commerce.

Partir en vacances

Tous mes enfants réussissent bien leur scolarité. Pourtant, nos conditions ne sont pas faciles – jusqu'en novembre dernier, nous vivions depuis des années à six dans un studio de 25 m² – et je ne peux pas les aider pour leurs devoirs. Mais je n'hésite pas à chercher du soutien auprès des associations et de l'assistante sociale. On peut notamment trouver des aides pour payer des licences sportives et parfois pour partir en vacances. Tous mes enfants font au moins une activité : judo, basket, danse classique, natation. Cela leur permet déjà de ne pas traîner. Ensuite, c'est un moment où ils déchargent le stress et la colère. Où ils gagnent aussi en confiance en eux. Et puis, ils s'y font d'autres copains et copines que ceux de l'école, qui viennent d'autres milieux, qui vivent autrement. Partir en vacances, c'est également important. Pour sortir du quartier, casser la routine. Durant l'année, il y a beaucoup de stress, de fatigue, pour eux comme pour moi. Quand on part en vacances, c'est autre chose, je suis détendue, on rit, on discute, je chante, je danse avec eux. Ça crée de la joie, des souvenirs, de la convivialité entre nous. Ça permet aussi de recharger les batteries pour mieux reprendre l'école et la gestion du quotidien. Malgré nos difficultés, j'essaie d'être toujours positive, fière. Sinon, si je suis désespérée, déprimée, mes enfants n'iront pas bien. ■



CHRISTOPHE MARCQUES / SCOF

▲ À Grenoble, Aïssata, réfugiée guinéenne, aimerait qu'il y ait davantage de liens et d'échanges entre les familles étrangères et l'école.

» lisés sur la réussite à l'école, sans pour autant nous accompagner, et ils ne proposaient rien en plus. Je n'avais pas d'activité culturelle ou sportive. On n'avait pas beaucoup de relations sociales car ils étaient plutôt méfiants envers les autres », se souvient-elle. Autant de choses qu'Inès ne veut pas reproduire dans l'éducation de ses deux jeunes fils, âgés de 9 et 5 ans. « Je veux qu'ils aient confiance en eux et dans les autres. Qu'ils sortent de la maison, qu'ils découvrent d'autres choses. » Le plus jeune est inscrit au baby-volley, tandis que l'aîné alterne le foot, la natation et l'art plastique. « Tout ce qui est sport, théâtre, dessin, musique, mais aussi les vacances, sont des lieux où l'enfant va s'épanouir. Il n'y a pas les soucis de la famille ni la pression de l'école. La relation avec les adultes n'est pas la même. Il va apprendre, en éprouvant du plaisir. Il va pouvoir se valoriser », décrit Chantal Thomas, engagée au Secours Catholique de l'Essonne, qui soutient les familles dans l'accès aux activités sportives et culturelles et aux vacances. Des espaces également importants parce que souvent propices à la mixité sociale, souligne Johanna Barasz : « Or les principales sources d'information et d'ajustement des ambitions des jeunes, ce sont leurs pairs. » Sébastien Daniel le confirme : « Ceux avec qui j'ai grandi et qui s'en sortent aujourd'hui, sont ceux qui ont eu la volonté et l'opportunité d'aller

voir ailleurs, de rencontrer des personnes en dehors du quartier. » Lui-même a eu l'occasion, au lycée et dans sa pratique du volley – une discipline « moins populaire que le foot » –, de se faire des amis issus d'autres milieux sociaux que le sien.

La politique de logement

Les solutions pour rompre la reproduction intergénérationnelle de la pauvreté se trouvent-elles nécessairement en dehors des familles ?

« Il ne faut pas négliger l'échelon familial qui est le premier lieu de protection de l'enfant, de préparation à sa vie future », met en garde Céline Truong, responsable du département petite enfance-familles d'ATD Quart Monde. Elle observe une constante au sein des familles pauvres. « Lorsque leur bébé est arrivé, les parents se sont dit : "Pour toi, ce ne sera pas pareil." Ensuite, ils essayent d'être les meilleurs possibles compte tenu de leurs conditions réelles d'existence. »

Un point de vue que rejoint Olivier Noblecourt : « Le problème majeur aujourd'hui, c'est que les familles vulnérables manquent de ressources qui les aident à trancher leurs doutes de parents, à prendre des décisions, à réassurer leurs choix. » Pour améliorer la réussite des enfants de ménages pauvres, il faut déjà améliorer les conditions de vie de leurs familles, énonce à

son tour le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE) dans un avis rendu fin 2022, qui liste tout à la fois le logement, le revenu disponible, l'accès aux soins et à une alimentation de qualité, les loisirs, la culture ou encore l'accès au numérique. « *La sur-occupation de logements exigus, par exemple, influe sur le climat familial et sur la scolarité des enfants*, estime Céline Truong. *Une politique publique de logement est donc une politique publique de soutien à la parentalité, de protection de l'enfance, de lutte contre les inégalités.* » Mais l'aide financière ou matérielle n'est pas suffisante. Soutenir les familles, c'est aussi agir contre leur isolement. À la Maison des familles de Grenoble, une structure ouverte par le Secours Catholique et Apprentis d'Auteuil, « *nos enfants peuvent courir, crier partout, jouer avec d'autres enfants, ça leur fait du bien* », observe Hadidja, une mère qui fréquente le lieu. « *Et puis, ils voient leurs parents sortir et discuter, rire*, ajoute Inès. *C'est important de leur montrer qu'on peut se sentir bien et en sécurité ailleurs que chez soi.* » Hadja, une autre mère, confie ne pas aimer sortir de chez elle, à part pour se rendre à la Maison des familles : « *On y est bien accueilli, on est tous égaux. On peut se confier, on sait que ça ne sortira pas d'ici. Alors qu'à la PMI (Protection maternelle et infantile) ou avec l'assistante sociale, tu te sens jugée. Ce que tu leur dis peut se retourner contre toi.* » Aujourd'hui, la pauvreté n'est plus une cause de placement des enfants, « *néanmoins, c'est un facteur aggravant*, précise Céline Truong. *Et du fait de la peur de se voir enlever leurs enfants, beaucoup de parents ne savent plus saisir une main tendue* ». À cet égard, Olivier Noblecourt est persuadé que la lutte contre la perpétuation de la pauvreté doit se jouer, sur le terrain, en recréant les conditions d'un lien de confiance entre les services sociaux et les familles, et en remusclant « *la première ligne de front de l'action sociale territoriale* ». Il regrette l'époque où les travailleurs sociaux « *avaient du temps pour accompagner les gens et pas uniquement faire du jugement et de l'accès aux prestations* ». ■



TÉMOIGNAGE

« IL FAUT UN LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA MAISON »

Aïssata, réfugiée guinéenne, mère de trois enfants (Grenoble)

Éduquer son enfant, si on n'est pas instruit, ce n'est pas facile. On veut aider nos enfants à apprendre à lire, à compter, à faire plein de choses, comme les autres parents, mais on ne peut pas. Mon fils aîné, âgé de 6 ans et qui est en CP, se plaint beaucoup de cela. Un enfant dont les parents ne peuvent pas lui lire les histoires qu'on lit à l'école, ne peuvent pas chanter avec lui les chansons apprises à l'école, il est seul face à sa scolarité. Soit il gère tout seul, mais ça nécessite un courage que tout le monde n'a pas, soit il finit par lâcher. Il faudrait que les enseignants soient informés de cela, qu'ils sachent ce qu'il se passe à la maison, ça les aiderait à comprendre et ils pourraient le prendre en compte. Mais dans beaucoup de familles, l'école et la maison ne se comprennent pas.

Rupture

L'école communique par écrit, or je ne sais pas lire. Du coup, je n'ai pas les informations, les consignes, je rate des rendez-vous, des événements. J'ai essayé de discuter directement avec la maîtresse de mon fils. C'est difficile car je sais que mon français n'est pas clair. Je fais des fautes, je n'ai pas toujours le bon mot. J'ai senti que la maîtresse ne me comprenait pas bien et j'en ai honte. Depuis je n'ose plus discuter avec elle, lui poser des questions. Je dépose juste mon fils et je viens le chercher. L'enfant voit cette rupture et il l'intègre. Quand je demande à mon fils ce qu'il a fait à l'école, il me raconte la cantine, la récréation... Mais ce n'est pas ce qui m'intéresse, je voudrais savoir ce qu'il a fait, ce qu'il a appris. Mais lui pense que ce n'est pas la peine de me raconter, que je ne peux pas comprendre. Un enfant, petit, ne sait pas encore l'importance de ce que peut lui apporter l'école, ce sont les parents qui savent et qui doivent l'appuyer. On entend dire qu'on ne s'intéresse pas à l'éducation de nos enfants, mais ce n'est pas vrai. Pour qu'on puisse participer à leur scolarité, il faudrait qu'on nous écoute, qu'on nous explique, qu'on nous intègre, afin qu'on trouve un moyen, même si on ne sait pas lire, de les aider d'une manière ou d'une autre. C'est important de créer un lien entre ce que l'enfant vit à la maison et à l'école. ■

- 1 OCDE, rapport "L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale", juin 2018.
- 2 Mickaël Sicsic, "Qui est mieux classé que ses parents dans l'échelle des revenus ? Une analyse de la mobilité intergénérationnelle en France", Économie et statistique, 2023.
- 3 "Pauvreté et rapport à l'avenir", entretien avec Nicolas Duvoux, revue Études, janvier 2024.

L'ENTRETIEN

« IL Y A TROIS PÉRIODES CLÉS DANS LA TRAJECTOIRE DE L'ENFANT »

Quand et comment agir afin d'éviter qu'un enfant de famille pauvre soit prédestiné à vivre dans la précarité ? Entretien avec Sylviane Giampino, psychologue de l'enfance, présidente du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) et présidente du Conseil de l'enfance et de l'adolescence (CEA).

PROPOS RECUEILLIS PAR **BENJAMIN SÈZE**

PARCOURS

SYLVIANE GIAMPINO

2016 :

Remet au gouvernement le rapport « Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels ».

2016 :

Devient présidente du CEA.

2024 :

Prend la présidence tournante du HCFEA.

RAPPORTS DU CEA :

2018 :

« Les temps et les lieux tiers des enfants et des adolescents hors maison et hors scolarité »

2021 :

« La traversée adolescente des années collège »

2023 :

« Qualité, flexibilité, égalité : un service public de la petite enfance favorable au développement de tous les enfants avant 3 ans »

Secours Catholique : En 2018, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estimait qu'il fallait en France six générations pour sortir de la pauvreté. Qu'en pensez-vous ?

Sylviane Giampino : Ce rapport de l'OCDE a ceci de radical qu'il pointe la responsabilité d'une génération sur plusieurs générations futures, en introduisant, avec justesse, l'impact de la transmission transgénérationnelle parmi les causes de la pauvreté. Il montre que faute d'intervention publique volontaire, il faudrait en effet six générations pour réparer l'ascenseur social. Ce constat induit un sursaut de sensibilisation et d'intentions. Mais l'argument intergénérationnel ne saurait occulter que la première raison de travailler à réduire la pauvreté, ce sont les conséquences néfastes de celle-ci pour les personnes qui la vivent ici et maintenant, et le fait qu'elle génère une anxiété sociale pour les autres, avec des effets délétères sur la cohésion sociale. L'approche intergénérationnelle comporte aussi le risque de présenter la pauvreté comme un *fatum* dans une société de l'immédiat et de la recherche de solutions à court terme, au mieux à moyen terme.

On le voit bien à la faiblesse des investissements dans la prévention. Les solutions mises en valeur ces dernières années pour lutter contre la pauvreté ne visent pas l'accroissement général du niveau de vie des plus démunis, ou un meilleur équilibre des richesses. Les stratégies de prévention contre la pauvreté ont opté pour des politiques de ciblage des quartiers et des enfants les plus défavorisés, pour y dispenser des programmes éducatifs plus ou moins standardisés et avec des résultats peu probants. En 2023, l'Observatoire des inégalités a ainsi expliqué que nos élèves de milieux très favorisés avaient des résultats supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE, tandis que nos élèves les plus défavorisés avaient eux des résultats inférieurs.

XAVIER SCHWIBEL / SCOF



La mise en situation de pauvreté des personnes et des groupes de populations n'est pas déterminée seulement par les ascendants ou par des causalités sociologiques, mais elle est aussi et surtout liée à des systèmes qui dysfonctionnent.

S.C. : Quelles sont les principales causes de la pauvreté, aujourd'hui ?

S.G. : D'abord, la précarisation du travail. On observe une réduction du nombre de personnes sur le territoire français qui ont un statut stable, des perspectives d'amélioration et une protection sociale correcte. C'est une tendance facile à observer et à laquelle on peut remédier. Mais il n'y a pas de volonté politique en ce sens. Pour les indispensables métiers de l'humain, de l'aide et du soin, les offres de for-

mation nécessaires pour qualifier les personnes qui travaillent dans ces secteurs sont à la traîne. On emploie celles-ci sous des formes "ubérisées", très précaires en termes de rémunération, de protection sociale et de conditions de travail, qui compliquent l'insertion, le logement, les transports et la vie quotidienne des

“

**L'UNE DES PRINCIPALES
CAUSES DE LA PAUVRETÉ
EST LA PRÉCARISATION
DU TRAVAIL.**

”

familles. Cette réalité est encore plus aiguë pour les femmes qui sont en moyenne moins payées, surreprésentées dans les métiers aux ho-

raires décalés et qui, pour beaucoup, cumulent avec des responsabilités familiales qui peuvent compromettre leur maintien dans l'emploi.

Qu'est-ce qui justifie ce retard dans la prise en compte de la charge parentale nécessaire et incompressible des parents pour éduquer un enfant, le mettre dans de bonnes conditions pour grandir en bonne santé, aimer l'école, être créatif et s'épanouir socialement ? Pour l'instant, malgré une prise de conscience, la plupart des entreprises font plutôt du *social washing*. Les chartes de soutien à la parentalité ont ainsi pullulé dans le monde de l'entreprise privée, mais les vraies transformations, les vrais engagements de prendre en considération des charges familiales, éducatives, des enfants n'ont pas eu lieu. >>>